



FIRAF INFO 2

3^e promotion du Master2
Techniques des métiers de
l'information de l'UNB à Bobo-
Dioulasso (Burkina Faso)

4^e édition du Festival de radio d'Afrique francophone 10-12 février 2023
Maison de la Culture à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

Programme

10/02

- Ouverture
- Radio et transition : quelle contribution ?
- Quel journalisme dans un contexte de changement institutionnel ?

11/02

- Liberté d'expression et de la presse dans un régime de transition : défis et perspectives
- Le journaliste citoyen en période de transition : jusqu'où peut-il s'engager ?

12/02

- Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ)
- Journée mondiale de la radio : Radio et paix
- Programme Paix au Sahel (Niger)
- Radio rurale internationale (Canada)
- Remise des prix FIRAF

Haut patronage du ministère de la Communication

Patronage du gouverneur des Hauts-Bassins

Parrainage du PDG de Sya Mines et Carrières

Partenaires

Reporters solidaires
Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ)
Union des journalistes et correspondants des Hauts-Bassins (UJCP-HB)
Université Nazi-Boni
Villa Rose
Ville de Bobo-Dioulasso
Sya Mines et Carrière

Coups d'Etat et transitions

Les radios changent de régime

La presse à l'épreuve des régimes de transition et des changements institutionnels : c'est le fil conducteur de la 4^e édition du FIRAF. Une occasion exceptionnelle d'aborder, pendant trois jours, un sujet d'actualité brûlant, avec de nombreux intervenants et journalistes.



Mountamou Kani,
président de l'UJCP-HB
Abdoulaye Ouattara,
commissaire général du FIRAF
Christine Cognat,
présidente de Reporters solidaires

Lors de la conférence de presse annonçant le FIRAF, Abdoulaye Ouattara, commissaire général du festival, déclare : « *Notre objectif est de voir les journalistes faire librement leur travail sans aucune stigmatisation et surtout en respectant les codes et les normes qui régissent leur métier* ». Il dévoile ensuite le thème de cette 4^e édition : « *Radio et transitions en Afrique de l'Ouest, quelle contribution ?* ». Un choix en adéquation avec la situation sécuritaire au Burkina Faso, au Mali et en Guinée. « *Dans ces pays dont les autorités menacent et empêchent les journalistes de jouer pleinement leur rôle, il faut faire la part des choses* », nuance Abdoulaye Ouattara. Comme l'année précédente, le FIRAF a mis en place des master classes pour des étudiants en communication, en partenariat avec le Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ).

Abdoulaye Ouattara remercie aussi l'association franco-africaine Reporters solidaires, partenaire du FIRAF depuis sa création et donatrice des prix de cette édition 2023, ainsi que l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB) représentée par son président Moutamou Kani, directeur de l'Express du Faso. Ce dernier invite les journalistes à faire preuve de rigueur dans leur travail et à « *ne pas accompagner aveuglément les autorités de la Transition* ».

Hamadi Adamou Orou



Coups d'Etat et Transition

Un mariage de raison

Depuis une dizaine d'années, l'Afrique de l'Ouest subit des coups d'Etat militaires suivis de périodes de transition. Ces événements aboutissent toujours à la chute des institutions et leur remplacement dans l'objectif d'assainir la vie publique et de rétablir la démocratie comme l'exige la CEDEAO.

En Afrique de l'Ouest, les changements institutionnels interviennent généralement à la suite de coups d'Etat militaires, d'insurrection populaire ou de tripatouillage de la constitution. Les changements institutionnels peuvent se traduire par la destitution du président et la démission du gouvernement, la dissolution de l'Assemblée nationale, la suspension de la constitution, l'instauration de l'état d'urgence, la mise à l'écart de la justice.

En revanche la transition démocratique est un processus politique qui permet un passage progressif d'un régime dictatorial à une démocratie. Selon les pays, elle peut prendre des formes très différentes et se déroule en général sur plusieurs années. Elle est généralement imposée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le but de rétablir la démocratie, sous peine de sanctions.

La phase de transition politique, qui correspond au passage d'un régime à l'autre, s'achève avec l'arrivée au pouvoir d'un président élu, d'un gouvernement et d'une assemblée législative résultant d'élections libres et disposant d'un pouvoir souverain. Elle est généralement suivie d'une phase de consolidation de la démocratie pour en assurer la stabilité.

Pendant la phase de transition politique, les institutions de la République fonctionnent en général comme dans un régime démocratique, mais avec des personnalités désignées, non élues.

Depuis les indépendances, le Burkina Faso est en tête des ruptures institutionnelles avec neuf coups d'Etat. Le Mali en a connu cinq et la Guinée, quatre. La dégradation de la situation sécuritaire, la corruption, le détournement des deniers publics sont entre autres les raisons qui conduisent à des coups d'Etat. Lors des changements institutionnels, de nouvelles structures sont mises en place pour assurer la continuité du service public mais aussi pour opérer des réformes bénéfiques pour les pays. Si les régimes de transition fonctionnent bien, certains observateurs se demandent même s'il faut organiser des élections !

Frédéric Tensaba



Les faits au Burkina Faso

31 octobre 2014 : fuite du président élu Blaise Compaoré suite aux manifestations contre un 3^e mandat

1^{er} novembre 2014 : prise du pouvoir par le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida

17 novembre 2014 : désignation du président de la Transition Michel Kafando, un civil

29 décembre 2015 : élection du président Roch Marc Christian Kaboré

24 janvier 2022 : coup d'Etat du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Nouvelle transition

30 septembre 2022 : putsch du capitaine Ibrahim Traoré désigné président de la Transition

Les faits au Mali

22 mars 2012 : putsch du capitaine Amadou Sanogo qui renverse le président élu Amadou Toumani Touré

11 août 2013 : élection du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), réélu le 12 août 2018

18 août 2020 : arrestation de IBK par des militaires

21 septembre 2020 : désignation de Bah N'Daw au poste de président

24 mai 2021 : arrestation de Bah N'Daw sur ordre du colonel Assimi Goïta

28 mai 2021 : Assimi Goïta devient président de la Transition

Les faits en Guinée

23 décembre 2008 : prise du pouvoir par le capitaine Dadis Camara après le décès du président Lansana Conté

3 décembre 2009 : attentat contre Dadis Camara. Sékouba Konaté devient président de la Transition

7 novembre 2010 : élection de Alpha Condé, réélu en 2015

5 septembre 2021 : putsch de Mamadi Doumbouya, désigné président de la Transition



Ibrahim Traoré



Assimi Goïta



Mamadi Doumbouya

Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?

Marcel Bassolé, 21 ans, étudiant en droit

« Je félicite les journalistes pour le travail qu'ils abattent pour donner l'information à la population burkinabè. Des informations qui nous permettent de bien comprendre les tenants et les aboutissants de la situation nationale. Mais il faut reconnaître aussi qu'il y a beaucoup d'informations qui restent toujours à vérifier, parce que ce sont de grossiers montages. Elles suscitent toujours d'autres questions. On a l'impression que les journalistes ne disposent pas toujours de tous les éléments qui leur permettent de bien nous informer. Ils ne font pas preuve de perspicacité dans les investigations ».

Fayçal Barro, 23 ans, élève-greffier :

« C'est grâce au travail des journalistes que j'arrive à comprendre la situation nationale marquée par des coups d'Etat. Il y a beaucoup de journalistes qui nous donnent de bonnes informations. Sur la gestion de la chose publique, les journalistes mettent de l'abnégation dans leur travail de sensibilisation des citoyens. Mais il y en a d'autres qui ne font que véhiculer de fausses informations. Il y a des journalistes qui sont sérieux, disciplinés et qui aiment le travail bien fait. On doit faire un assainissement de la scène journalistique. Des prix doivent être dédiés aux journalistes qui font des efforts dans leur travail ».



Hamza Zerbo, 23 ans, commerçant

« Durant cette période de transition, nous remarquons un petit silence de la part des journalistes. Avant, ils avaient la possibilité d'en dire un peu plus. Mais aujourd'hui, on sent qu'ils sont un peu limités au niveau des détails. On n'aime pas le fait qu'on laisse le public dans la spéculation. On pourrait dire que c'est le gouvernement en place qui limite l'accès des journalistes aux sources d'information ».

Safiatou Sirima, 21 ans, étudiante en anthropologie

Je ne suis pas trop informée. Je suis beaucoup sur les réseaux sociaux, mais ce ne sont pas des informations fiables. Du coup, je me méfie de ce qui est dit là-dessus. Ce sont des trucs qui ne sont pas réels. Je préfère écouter certaines radios mais leurs informations ne sont pas toujours fiables non plus. Je ne suis pas vraiment satisfaite des informations. On veut savoir ce qui se passe dans les zones à défi sécuritaire mais personne ne peut s'y rendre. Les journalistes sont obligés de donner l'information sans aller sur le terrain. Ce sont des humains aussi. Cela fait qu'il y a beaucoup de fausses informations ».



Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?

Yacouba Sanou, 45 ans, professeur de lycée

« Le travail des journalistes nous aide à comprendre le pays. Ils nous donnent des éléments d'appréciation pour tout ce qui se passe. Le journalisme, c'est donner des informations, les expliquer et éventuellement faire des propositions. Il y a des journaux qui ont de gros titres sans aucun contenu. Il y en a aussi qui écrivent sur la base de rumeurs ou d'informations de source douteuse. Beaucoup manquent de professionnalisme et de rigueur ».

Bénédicte Sou, 24 ans, enseignante

« Je m'informe sur ce qui se passe dans le pays à travers les médias et les réseaux sociaux. Les journalistes ne peuvent pas tout dire. C'est pourquoi on n'est pas tout le temps informés de ce qui se passe réellement dans le pays. Je pense qu'il y a le secret professionnel qui impose certaines restrictions. Le fait d'être journaliste ne te donne pas le droit de tout divulguer. Tu dois dire la vérité et non divulguer de fausses informations ».

Bobo-Dioulasso compte 23 radios toutes catégories confondues (privées, confessionnelles, d'Etat), 9 relais de télévisions basées à Ouagadougou et 4 journaux, pour 903 000 habitants.

Rosalie Ouattara, 24 ans, citoyenne

« Quand on suit la télévision, écoute la radio et lit les médias en ligne, on voit et on sait ce qui se passe autour de nous. On est bien informé. C'est grâce aux journalistes qu'on a toutes ces informations. On se dit que rien ne peut se passer sans qu'ils soient au courant. Donc on leur fait confiance. Quand une chose doit être dite, ils le disent avec beaucoup de détails et en temps réel. Il y a de la rigueur dans le travail des journalistes. Avant, on était déçu, parce qu'ils pouvaient donner des informations difficiles à comprendre. Mais aujourd'hui, on comprend ce qui est dit et les informations sont au niveau de compréhension de la population ».

Alassane Sawadogo, agent de bureau

« Les journalistes font correctement leur travail, même si je pense que la situation sécuritaire demande qu'ils soient plus rigoureux, plus sérieux dans le respect des lois et de leur responsabilité sociale. Je comprends qu'il y ait des restrictions dans le traitement de l'information. Il faut savoir que tout ne peut pas se dire en temps de crise. Notre pays est en guerre. L'information est une arme de guerre aussi. Le journaliste est avant tout un citoyen. Il ne vit pas en dehors de la République. Quand le pays est en péril, le patriotisme veut qu'on observe une certaine réserve en matière d'informations qu'on divulgue. Les journalistes doivent comprendre cela et ne pas prendre trop mal les restrictions mais ils ne doivent pas non plus être des griots au profit des maîtres du moment ».

Djakaridia Siribié



La parole aux radios de Bobo-Dioulasso

Radios sous transition : « Il y a un musèlement voilé de la presse »

En préambule à la 4^e édition du Festival International des radios d'Afrique Francophone (FIRAF), nous avons voulu savoir comment des journalistes radio travaillaient dans cette période de transition



Il est 10h quand nous franchissons les portes de Radio Oméga pour retrouver Paul Soma, directeur des programmes et journaliste. Il rentre de reportage mais se montre ravi de s'exprimer sur son travail. La période de transition a pour lui comme pour nombre de journalistes, exacerbé la difficulté d'accès aux sources d'information. Les informations sont données à la presse selon le bon vouloir des autorités de la transition, car dit-il « *il y a souvent des événements auxquels le journaliste n'a pas accès, le terrain est limité. On est donc obligé de passer par d'autres moyens pour avoir accès à l'information* ».

Visiblement révolté par la façon de faire des nouvelles autorités, néanmoins posé, Dieudonné Sou, directeur de la Radio de l'Alliance Chrétienne (RAC), déplore la situation. « *Il y a comme un musèlement voilé de la presse. Aujourd'hui, seule la presse d'Etat a droit aux informations. Les autres ne font que relayer ce qu'elle publie alors que mon métier voudrait que j'aie à la source pour récolter les informations* ». Dieudonné Sou égrène les difficultés rencontrées par les radios : leur santé économique est fragilisée depuis les changements politiques. « *La radio est importante en période démocratique et encore plus durant une crise pour éviter que la population ne se retrouve sur les réseaux sociaux à la recherche des informations* ».



« *On a l'impression qu'on veut voler notre rôle, notre droit d'aller à la recherche de l'information. Le journaliste n'est pas un communicateur. On ne peut pas seulement relayer les communiqués* », dit Safiatou Mireille Ouédraogo, directrice et journaliste à la radio municipale de Sya. D'allure timide, c'est après bien des hésitations qu'elle finit par accepter de nous parler. Pour elle, la transition impose deux poids deux mesures en demandant aux journalistes de jouer leur rôle tout en restreignant leur accès aux sources. « *Il faut miser sur les messages de sensibilisation, de paix, de vivre ensemble pour accompagner la transition afin de juguler la crise sécuritaire* ».

Bruno Yao, de Liberté de Parler et de Communiquer (LPC), ne voit pas les choses de cet œil. Pour lui, la situation se lit selon la perception de chacun. « *Le changement institutionnel n'a pas modifié notre manière de travailler, nous travaillons toujours jour et nuit et c'est l'objectif qui est visé, les difficultés d'aujourd'hui ne sont pas plus importantes que celles que nous rencontrions hier* », affirme-t-il. Il ne trouve aucun inconvénient à exploiter les communiqués du gouvernement et que certains confrères soient invités à couvrir les actions du gouvernement. « *C'est un choix politique* », lâche le journaliste.



Pour Laya Coulibaly, de la Radio « Amazone FM », il faut tamiser l'information qu'on va donner à la population. Il faut accompagner et apaiser la situation, dire comment travaille la transition, on n'a pas besoin de trop s'agiter. Nous les jeunes nous nous agitons trop de nos jours ». Il est 15h, quand nous quittons la jeune journaliste, pleine de punch, éloquente et très à l'aise devant le micro. Les rayons du soleil commencent à perdre de leur intensité.

Reveline Somé

FIRAF

Radio et transition

« Notre rôle est de conscientiser les masses »

Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso



Message aux autorités

A la suite de la visite du président Ibrahim Traoré à Bobo-Dioulasso où seuls ont été invités les médias d'Etat, Mountamou Kani, en tant que président des patrons de la presse privée des Hauts-Bassins, a envoyé un message au ministère de la Communication : « Vous jouez à un jeu dangereux. Si vous ne faites pas confiance aux journalistes, les journalistes ne vous feront pas confiance ». Cette mise à l'écart de la presse privée était d'autant plus inutile que des jeunes présents dans la salle ont diffusé des informations sur les réseaux sociaux. « Les journalistes ne sont-ils pas mieux que les réseaux sociaux ? », demande Kani.

Mountamou Kani, directeur de L'Express du Faso, ouvre la 4^e édition du FIRAF en appelant les journalistes au respect des règles d'éthique et de déontologie

« Nous ne sommes pas là, en tant que journalistes, pour accompagner aveuglement une transition », affirme Mountamou Kani, journaliste, directeur du quotidien L'Express du Faso et président de l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB). Il estime qu'en période de transition, le rôle des médias est « de conscientiser les masses et d'aider à une refondation véritable. Ce rôle est important, il est primordial, il est capital et nous devons le jouer à fond, sans peur mais dans le respect des principes qui fondent notre profession », insiste Mountamou Kani.

Il rappelle les principes qui relèvent de l'éthique et de la déontologie, mais aussi des règles professionnelles comme la recherche de la vérité, la vérification des informations, l'équilibre des sources, le choix des mots, l'honnêteté, etc. « Si aujourd'hui, les autorités veulent conduire une transition en s'appuyant sur du faux, ce n'est pas le rôle des journalistes de les accompagner ». En revanche, les médias doivent travailler à faire en sorte que les transitions « réussissent dans le bon sens, en disant les choses qui sont vraies, les choses qui doivent être faites ».

Tous les journalistes burkinabè sont des patriotes

Dans un rapide rappel historique, Mountamou Kani cite des radios qui, avant et après les indépendances, ont été des outils de propagande au service de la colonisation et des dictatures africaines. Des outils d'autant plus redoutables que la population croit toujours que ce qui est dit à la radio est vrai.

Dans la salle, le journaliste malien Soumaïla Dagnoko s'inquiète de voir les journalistes « caporalisés » s'ils jouent le jeu de la transition. Rufin Paré, étudiant en Master 2 Techniques des Métiers de l'Information (TMI) à l'Université Nazi-Boni, insiste sur la responsabilité sociale des journalistes dans un contexte de transition politique et s'interroge sur la pertinence du terme « journaliste patriote » souvent utilisé par les autorités. « Tous les journalistes burkinabè sont des patriotes. Les journalistes comme tous les autres Burkinabè aiment leur pays. Aujourd'hui, je ne vois pas un journaliste qui de façon délibérée va travailler contre son pays. Ce qui est intéressant, c'est que quand on se plaint d'un journaliste, c'est qu'il fait généralement bien son travail », rétorque Kani. « Nous sommes des façonneurs, encore faut-il que nous soyons à la hauteur pour faire notre travail dans la liberté et bien ».

Djakaridia Siribié et Abdoulaye Tiénon

EN BREF

A la cérémonie d'ouverture du FIRAF, étaient présents Marguerite Blégnan, directrice régionale de la Communication, représentant le ministère de la Communication, et Brahiman Sanou, PDG de Sya Mines et Carrières, parrain de la manifestation.

Transitions en Afrique de l'Ouest

« Les médias doivent travailler dans l'intérêt des populations »

Roger Sawadogo (la Voix du Soum) met en garde les journalistes contre le fanatisme et Soumaïla Dagnoko (Radio Ciwara) affirme que les journalistes ne doivent pas s'inscrire dans une logique d'accompagnement des transitions



Roger Sawadogo



Des journalistes et des étudiants très attentifs



Soumaïla Dagnoko

« Quel journalisme dans un contexte de changements institutionnel ? Roger Sawadogo, directeur de la radio La Voix du Soum à Djibo (Nord-Burkina) a la difficile mission de répondre à cette question devant un public d'étudiants et de journalistes particulièrement attentif. « *Depuis les indépendances, le pays des hommes intègres a connu neuf coups d'Etat* », rappelle-t-il. Les différentes transitions qui ont suivi ont toujours eu un attelage comprenant militaires et civils. Généralement les constitutions suspendues sont vite rétablies, donnant l'impression d'un semblant de démocratie. « *L'actuelle transition est habillée par la séparation des pouvoirs* », ajoute-t-il.

Si la plupart des transitions burkinabè se sont bien passées pour les médias, la situation est plus incertaine aujourd'hui. Roger Sawadogo relève certaines dérives survenues depuis la prise de pouvoir par le capitaine Ibrahim Traoré. « *Des journalistes, des activistes et des leaders d'opinion ont reçu des menaces de mort* ». Il cite en exemple Lamine Traoré de Omega FM, Ismaël Ouédraogo de Burkina Info, Newton Ahmed Barry, ex-rédacteur en chef du journal l'Evènement.

Un fanatisme de plus en plus violent

Autre violation de la liberté de la presse relevé par le journaliste : la suspension des émissions de RFI au Burkina Faso. « *Le ministère de la Communication n'avait pas qualité pour le faire. C'est le Conseil Supérieur de la Communication qui devait statuer* », précise-t-il. Toutes ces remises en cause de la liberté de la presse ont d'ailleurs été dénoncées par les organisations professionnelles des médias.

Roger Sawadogo déplore en outre le fanatisme qui se développe autour du président Ibrahim Traoré. Des fanatiques qui selon lui sont de plus en plus violents.

A la suite de Roger Sawadogo, Soumaïla Dagnoko, directeur de la radio Ciwara Kadiolo au Mali relate l'expérience des radios maliennes en période de transition. Pour lui, les radios ne doivent pas s'inscrire dans une logique d'accompagnement des transitions. « *Les médias doivent travailler dans l'intérêt des populations* » argue-t-il. Il revient sur les causes des coups d'Etat, essentiellement l'impuissance des différents régimes à éradiquer le terrorisme et la mal gouvernance. Au Mali des réformes sont en cours et les radios jouent leur rôle d'explication par la production de contenus. « *Toutes les réformes font l'objet de débats en français et dans les langues locales* », souligne-t-il.

Frédéric Tensaba

« Journalistes, défenseurs des droits, unissons-nous » !

Au Burkina, au Mali et en Guinée, la liberté de la presse est menacée par les régimes militaires. Aux médias et défenseurs des Droits de trouver ensemble des solutions pour continuer à faire leur métier. C'est le vœu de Anselme Somda, chargé de programmes au Centre pour la Gouvernance démocratique (CGD).



« *Nous assistons au retour des vieux démons* », affirme le juriste Anselme Somda à l'entame de la 2^e conférence du Festival international des radios d'Afrique francophone (FIRAF) qu'il anime sous le thème : « *Liberté d'expression et de la presse dans les régimes de transition en Afrique de l'Ouest : défis et perspectives* ». Le chargé de programmes du Centre pour la Gouvernance démocratique (CGD) passe à la loupe la situation de la liberté d'expression et de la presse au Burkina Faso, en Guinée et au Mali, tous dirigés par des militaires arrivés au pouvoir à l'issue de coups d'Etat. Pour lui, les cas burkinabè et maliens sont identiques et présentent une situation de superposition de crises. Mais cette fois-ci, souligne-t-il, « *les putschistes sont soucieux de maintenir un certain nombre de standard démocratiques* ».

Les libertés menacées, quel que soit le régime

La liberté d'expression et de la presse se trouve à la croisée des chemins, selon le conférencier. Anselme Somda présente une analyse comparée de leur effectivité sous les régimes dits démocratiques et les régimes de transition. De ses perceptions, il ressort que les libertés d'expression et de la presse ne sont pas toujours respectées dans les deux cas, quand bien même elles sont garanties par les constitutions des pays en question.

Au Burkina Faso, en Guinée comme au Mali, il y a eu des actes et textes liberticides sous les précédents régimes démocratiques. Des coupures intempestives d'Internet et l'adoption de lois restrictives de liberté, des menaces, des violences, des assassinats de journalistes et de leaders d'opinion.

Journalisme patriotique ou journalisme d'apatridie

Sous les régimes de transition au Burkina Faso, en Guinée et au Mali, le juriste fait remarquer une exacerbation des restrictions des droits fondamentaux. « *Dans ces régimes, on assiste à la suspension de médias comme RFI au Burkina et au Mali, à la centralisation de l'information présidentielle et à l'apparition du concept de journalisme patriotique que les autorités opposent à un journalisme d'apatridie* ».

Face à ces entraves et menaces à la liberté d'expression et de la presse, Anselme Somda propose aux acteurs d'améliorer les conditions d'exercice de ces droits dans les pays de l'Afrique de l'Ouest en rupture avec l'ordre institutionnel. Une dépenalisation des délits de presse dans les pays où elle n'existe pas et la levée des restrictions au travail des journalistes sont des conditions essentielles. L'union des différents acteurs serait un bouclier non négligeable contre les exactions des régimes de transition. « *Défenseurs des droits de l'Homme, journalistes, unissons-nous* », lance Anselme Somda dans l'espoir de constituer une force capable de résister. « *La liberté de la presse ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de la sécurité. Si nous renonçons à notre liberté pour la sécurité, nous ne méritons ni l'une ni l'autre* », conclut-il.

Des journalistes engagés

Le deuxième jour du FIRAF était consacré à l'engagement des journalistes avec une conférence animée par Awa Ly, journaliste à Fada et correspondante d'Oméga FM, et par Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires.

Awa Ly, journaliste à la radio Bagré pôle et correspondante de Radio Oméga, évoque tout d'abord ses expériences en tant que journaliste engagée dans la redevabilité des collectivités territoriales, en l'occurrence l'accompagnement des mairies. « Lors de la crise de la Covid-19, la mairie a beaucoup sollicité les journalistes pour sensibiliser les populations. Les journalistes ont répondu favorablement et la population était contente. Cette expérience a donné lieu à la signature d'une convention entre la mairie de Bangré et les journalistes pour accroître la visibilité des activités de la mairie », ajoute-t-elle.



Le modérateur Roger Sawadogo entouré de Awa Ly et de Christine Cognat

Une autre forme d'engagement est celui des journalistes citoyens, un terme de plus en plus répandu dans la profession. « Un journaliste citoyen est un journaliste qui s'engage dans une cause sans tomber dans le militantisme », explique Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires en introduction de sa conférence sur l'engagement des journalistes. A ne pas confondre avec le citoyen journaliste. Les citoyens journalistes, notamment des bloggeurs, sont des sources d'information pour les médias. « Ils jouent un rôle important quand la presse est muselée. C'est ce qui s'est passé pendant les printemps arabes, leurs messages ont été diffusés sur les réseaux sociaux et les médias traditionnels ont pris le relais. En Iran aussi, des lapidations de femmes ont été filmées par des citoyens et envoyées aux médias », rappelle-t-elle.

Aujourd'hui, il peut y avoir confusion. « Ces citoyens ne se considèrent plus comme une source mais comme des journalistes à part entière. Ils diffusent sur les réseaux sociaux des informations parfois d'origine journalistique ou plus souvent leur propre opinion qui ne s'appuie pas sur des faits ». C'est aux journalistes de marquer leur différence par leurs pratiques professionnelles, leur respect des fondamentaux du métier, leur déontologie et leur éthique.

Une cause d'intérêt public

Le journalisme citoyen renvoie au métier de journaliste en allant un peu plus loin que le simple respect des fondamentaux du métier. Un journaliste citoyen en fait un peu plus que son travail habituel en s'engageant pour une cause. Cela lui permet de reprendre la main, de ne pas subir seulement l'actualité, de faire de l'investigation, de sortir des sentiers battus.

La cause doit être d'intérêt public, correspondre à des valeurs humaines tels que la défense des Droits humains, les Droits de la femme, la lutte contre le travail des enfants, l'éducation, la protection de la nature, etc. On peut aussi être journaliste citoyen de façon collective parce que le fait de mutualiser les moyens rend plus fort. « Ne pas tomber dans le militantisme est parfois difficile, la frontière est mince mais il suffit de respecter les lois et la déontologie qui sont des garde-fous », ajoute Christine Cognat

Garder son sens critique

Jusqu'où un journaliste citoyen peut-il s'engager ? A son avis, il n'y a pas de limites. En revanche, dit-elle, « vous n'avez pas à prendre tout ce qu'on vous dit pour argent comptant. Il faut être méfiant, il faut toujours garder la distance nécessaire et surtout son sens critique ».

A la question « peut-on parler de tout ? », elle répond : « oui, mais pas n'importe comment. Si on ne parle pas de tout, c'est de l'autocensure, en revanche on ne parle pas de tout n'importe comment, on fait attention au choix des mots, il ne faut ni se mettre en danger ni mettre en danger ses sources », préconise-t-elle.

C'est l'occasion pour la journaliste de revenir sur ce terme de « journaliste patriote » employé par les autorités de la transition pour demander aux journalistes de les accompagner. « Les journalistes sont des citoyens et ils participent à la citoyenneté des populations en les informant. On peut être patriote sans être journaliste et on peut également être journaliste sans être patriote », conclut-elle.

Reveline Somé

FIRAF

Radio et transitions en Afrique de l'ouest

« C'était une édition de résilience »

Abdoulaye Ouattara, commissaire général du FIRAF avoue qu'il avait peur que la manifestation ne soit pas une réussite. Mais le succès de cette 4^e édition prouve qu'elle a permis de surmonter la crainte des médias face au pouvoir.



Que retenir-vous de la 4^{ème} édition de ce festival ?

Abdoulaye Ouattara : La 4^{ème} édition a été une édition particulière au regard de la situation sécuritaire non seulement au Burkina Faso mais aussi au Mali et au Niger. Malgré ce contexte, ces trois pays étaient présents au festival. Pour cette édition, nous avons également vu que beaucoup de journalistes se sont intéressés à son thème. Ils sont venus de Dori, Banfora, Fada. Du Mali aussi et cette année, comme pour les éditions précédentes, un journaliste malien a été un des lauréats du prix FIRAF. Le concours a été un succès avec seize reportages en français et en Bambara Kan (langue Dioula).

La mobilisation était-elle à la hauteur des attentes ?

A.O. Au niveau national, il y a eu une forte mobilisation. Dori, une zone à risque, nous a étonnés avec quatre à cinq inscrits pour le concours. Les zones de Kongoussi, Tenkodogo, Niangoloko, Dano étaient aussi représentées. C'est la première fois qu'on a une telle participation à l'intérieur du pays. Quand des festivaliers décident de payer eux-mêmes leur transport pour prendre part au festival, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Comment qualifiez-vous cette 4^{ème} édition du FIRAF ?

A.O. C'est vraiment une édition de résilience parce qu'on avait peur. On se posait beaucoup de questions sur la tenue et la réussite de cette 4^{ème} édition. Et nos craintes étaient fondées car certains participants ont été contrôlés au cours de leur voyage par des groupes armés. Mais Dieu merci, rien ne leur est arrivé. Ils ont pu venir au festival et sont repartis sains et saufs. C'est dire qu'en ces périodes difficiles, il ne faut pas avoir peur.

Avez-vous rencontré des difficultés particulières dans l'organisation de cette édition ?

A.O. Oui, vous savez que la mobilisation des ressources n'est pas toujours facile. Sous nos cieux, quand vous organisez un événement qui n'est pas très distrayant, les gens s'intéressent peu et la mobilisation des ressources devient compliquée. Le FIRAF est un cadre de formation et de renforcement des capacités. Mais chez nous, les gens refusent de se former. Or en journalisme, la formation continue est un impératif car un journaliste mal formé est un danger ambulante.

Peut-on considérer la radio comme un instrument capable d'impacter l'évolution de ces pays vers une stabilité durable ?

A.O. Oui, sans conteste, la radio peut jouer un rôle très important dans le dénouement des crises que traversent nos pays. Si nous prenons l'exemple du Burkina Faso en 2014 lors de l'insurrection populaire et en 2015 lors du coup d'Etat de Diendéré, on a tous vu le rôle que la radio a joué pour dénouer ces crises. Il en est de même pour la prise de pouvoir du capitaine Traoré, annoncée sur la radio et avec la radio. La radio tire sa force du fait qu'elle est beaucoup plus accessible, c'est le média le plus léger, c'est le média de masse.

On peut aussi la suspendre ou empêcher sa diffusion...

A.O. Oui, c'est un média fragile. Lors du coup d'Etat de Diendéré en 2015, toutes les radios ont été coupées. Mais très rapidement, une radio fantôme s'est créée et a fait de la résistance. Si on peut faire de la résistance avec la radio, on peut l'utiliser aussi pour dénouer des crises. Je ne pense pas qu'il y a un autre média qui puisse faire autant que la radio. Si les autorités des différentes transitions en Afrique de l'ouest prennent conscience de l'importance de la radio et la mettent à contribution, on pourrait l'utiliser pour apaiser les cœurs, favoriser la réconciliation et construire une paix durable.

Journée mondiale de la radio

A l'issue de la 4^e édition du Festival international des Radios d'Afrique Francophone (FIRAF), les professionnels de la radio commémorent la 12^e édition de la journée mondiale de la Radio (JMR). Célébrée chaque 13 février, la JMR a cette année pour thème « Radio et paix ». Un thème qui résonne particulièrement au Sahel où plusieurs pays sont confrontés à des attaques terroristes et à l'insécurité.

Les prix du FIRAF

Chaque année, le FIRAF récompense des reportages radiophoniques sur le thème du festival. En 2023, le premier prix est décerné à Karim Ouédraogo (RTB Dédougou, BF), le deuxième à Drissa Diallo (radio Yelen de Kadiolo, Mali) et le troisième à Aristide Nombré (radio Téria de Banfora, BF). Les prix, un ordinateur et deux enregistreurs numériques, sont offerts par l'association franco-africaine Reporters solidaires.

Formation des journalistes : vive le RIJ

Au départ, simple cadre informel entre journalistes burkinabè pour partager leurs expériences, le Réseau d'initiative des journalistes (RIJ) est formalisé en 2001. Sa devise : « Former pour mieux faire connaître notre richesse ». Sa principale mission réside donc dans la formation de ses membres et des journalistes du Burkina Faso. Pour être opérationnel, le RIJ s'est doté d'un Comité de pilotage (CDP) et d'une assemblée générale. Un coordinateur, actuellement Romaine Zidouemba, se trouve à la tête de cette instance qui a plusieurs partenaires : le FIRAF, l'UNICEF, la Deutsche Welle Akademie, l'Union européenne, le Centre national de presse Norbert Zongo, etc.

Dans ses formations, le RIJ fait la promotion de l'éthique et de la déontologie ainsi que des textes sur la presse. Il bénéficie d'un pool de formateurs qui ont déjà fait leurs preuves dans le renforcement des capacités des journalistes en Mobil journalism (MoJo) et en Journalisme sensible aux conflits.

Ses actions sur le terrain lui ont valu une reconnaissance des autorités burkinabè qui lui ont décerné en 2016 la médaille de chevalier de l'Ordre du Mérite pour la presse écrite, la radio et la télévision.

Tout professionnel des médias peut adhérer au RIJ pour peu qu'il accepte les conditions de l'organisation en payant son droit d'adhésion (2 000 F CFA). Pour contribuer au fonctionnement du RIJ, chaque membre doit s'acquitter en outre d'une cotisation annuelle qui s'élève à 6 000 F CFA.

Konwoman Rufin Paré



Rédaction de FIRAF INFO 2 : la 3^e promotion du Master 2 Techniques des métiers de l'information de l'Université Nazi-Boni à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) dans le cadre des Travaux dirigés presse écrite